

◀ Communiqué de la fédération SUD éducation ▶

Annonces sur la réforme de l'État : le gouvernement accélère l'attaque contre les statuts et les services publics

Le 29 octobre, le premier ministre dévoilait en comité interministériel son projet de réforme de l'État. Celui-ci, sans surprise, reprend les trois quarts des préconisations du rapport CAP 22. Le gouvernement accélère l'attaque en cours contre les statuts et les services publics. Cette attaque a des déclinaisons prévisibles dans le système éducatif.

Le gouvernement entend accélérer la dématérialisation des services publics. Cette dématérialisation est déjà à l'œuvre à l'école, avec notamment les évaluations nationales dénoncées par SUD éducation. On connaît le résultat de la dématérialisation lorsqu'elle est mise en place : standardisation, difficulté d'accès aux plateformes en ligne, éloignement par rapport aux besoins, gestion opaque des données personnelles confiées au privé (rappelons que pour les évaluations nationales, les résultats sont stockés par Amazon !).

Le gouvernement reprend les préconisations de CAP 22 en terme d'éclatement des cadres de gestion. Dans l'éducation, on connaît déjà les conséquences qu'aura la suppression du paritarisme dans la gestion des personnels : mobilité sur profil, recrutement par les chef-fe-s d'établissement, fonctions de personnel de direction pour les directeurs et directrices des écoles.

Le recours massif à la contractualisation est de nouveau mis en avant. Dans un ministère dans lequel 1 personnel sur 4 est déjà contractuel, l'accélération du processus va conduire tout simplement à rendre les personnels statutaires minoritaires. Le gouvernement a compris la solution : plutôt que de briser le statut, le plus efficace à long terme est de le marginaliser. L'objectif : l'affaiblissement des droits, la baisse des salaires réels, mais aussi le démantèlement des collectifs de travail et des solidarités.

SUD éducation dénonce les projets de réforme du gouvernement. SUD éducation appelle à la construction d'un rapport de force permettant de faire plier le gouvernement.